

## Tumultes politiques : décoder les temps présents

Jean-Claude Ravet

Number 795, March–April 2018

Tumultes politiques : décoder les temps présents

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/87791ac>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Centre justice et foi

### ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Ravet, J.-C. (2018). Tumultes politiques : décoder les temps présents. *Relations*, (795), 14–16.

# TUMULTES POLITIQUES :

## DÉCODER LES TEMPS PRÉSENTS

Jean-Claude Ravet

Depuis un certain temps, un phénomène se répète à l'échelle du globe : l'élection de gouvernements autoritaires et populistes défendant un nationalisme ethnoculturel intolérant à l'égard des femmes, des minorités et des migrants. Pensons aux gouvernements de Narendra Modi en Inde, de Rodrigo Duterte aux Philippines, de Recep Tayyip Erdoğan en Turquie, de Viktor Orbán en Hongrie, de Beata Szydło en Pologne, de Vladimir Poutine en Russie et de Donald Trump aux États-Unis, pour ne nommer que ceux-là. Sans parler de la montée, un peu partout, de mouvements et de partis d'extrême droite.

On ne peut dissocier cette reconfiguration politique des effets radicalement destructurants entraînés par les politiques néolibérales menées depuis les années 1980 au sein des sociétés happées par la globalisation capitaliste. Imposées comme incontournables, mais soi-disant porteuses de promesses de richesse et de bien-être collectifs, ces politiques – axées sur la privatisation des services publics, le démantèlement de l'État social, la délocalisation des entreprises, la fiscalité au profit des riches, la financiarisation de l'économie – et l'atomisation concomitante du tissu social ont dans les faits creusé les inégalités et sapé la souveraineté économique et politique des États, les transformant en de véritables vassaux au service des organisations financières et des multinationales. Et quand un parti de gauche arrive au pouvoir, que fait-il sinon appliquer servilement la marche à suivre dictée par une élite financière toujours plus gourmande et prédatrice, indifférente au sort de la société, dont elle ne se sent aucunement redevable ? Cette élite financière et libérale a toutefois su habilement récupérer et désamorcer les revendications émancipatoires des mouvements sociaux en faveur des femmes et des minorités sexuelles pour les mettre au service de l'atomisation de la société et d'une conception capitaliste du progrès, déconnectée de toute considération collective et éthique. Comment s'étonner dans ces conditions que, dans bien des pays, une bonne partie de la population – désœuvrée, dépossédée et abandonnée par

*Depuis quelques années, l'échiquier politique semble mouvant. L'hégémonie d'une démocratie libérale devenue essentiellement formelle semble se fissurer en Occident. Les points de repère traditionnels, notamment l'axe gauche-droite, deviennent plus flous avec la montée de courants dits populistes, de gauche comme de droite. Quelles logiques sous-tendent ces reconfigurations ? Quels nouveaux sujets politiques en émergent ? Et quelles voies privilégier pour « démocratiser la démocratie » en ces temps agités ?*

les pouvoirs politiques – en vient à se tourner vers une droite autoritaire qui lui promet de la défendre contre l'oligarchie, et de redonner à la nation sa grandeur perdue ? Carburant naturellement au ressentiment, à la colère et au cynisme, cette droite, comme le fascisme des années 1930, est habile à canaliser ces passions tristes contre des boucs émissaires tout désignés, lui permettant de continuer à servir en sous-main l'élite financière qu'elle prend pourtant pour cible...

L'élection démocratique de ce genre de gouvernement autoritaire pourrait bien être le signe d'un tournant : l'ethnonationalisme populiste deviendrait, aux côtés de la démocratie affairiste néolibérale – quand celle-ci n'est plus en mesure de l'utiliser comme repoussoir – une nouvelle forme de la régulation politique adaptée au capitalisme globalisé. N'est-elle pas en effet une offre politique parfaitement idoine non seulement à une démocratie ostensiblement insignifiante, mais aussi à une société profondément dépolitisée après des décennies de consumérisme, de politique-spectacle, de règne des experts, de divertissement technologique et médiatique et de ressassement joyeux ou plaintif du fameux TINA de Thatcher – « *There is no alternative* » – devenu mantra de la globalisation néolibérale ?

La démocratie, dans un cas, est vidée de son sens, « comme si quelqu'un avait peint de flammes rouges les radiateurs d'un



Christian Tiffet, *Populisme*, 2018

chauffage central moderne pour créer l'illusion d'un feu qui flambe» (Carl Schmitt, *Parlementarisme et démocratie*, Seuil, 1988); dans l'autre, elle est conçue comme une forteresse identitaire protégeant des assauts fantasmés de minorités menaçantes. Mais dans les deux cas, le mouvement de fond de la globalisation reste intact: celui qui concentre la richesse et le pouvoir entre les mains d'une élite financière déracinée dont la rapacité et la conception du monde menacent dangereusement les écosystèmes de la planète. L'une et l'autre de ces offres politiques nous enferment dans une impasse sociétale et écologique catastrophique, la droite réactionnaire ayant cependant cette particularité: elle s'accroche, comme à une bouée de sauvetage, à une culture réifiée, conçue comme un supplément d'âme –pour le moins rabougri.

Face à cette fuite en avant sans lendemain, des mouvements de contre-pouvoir postcapitalistes émergent, cherchant des voies de sortie du système dominant, de son fonctionnement inégalitaire, prédateur, déshumanisant et anti-écologique. Pensons entre autres au «réveil écocitoyen» (voir *Relations* n° 786, octobre 2016) et aux mouvements de «démondialisation heureuse» (n° 793, décembre 2017), préoccupés de sortir l'économie de sa logique productiviste et financière, de reconstituer le tissu social et s'efforçant de démocratiser la démocratie. C'est aussi ce que tentent de faire certains partis politiques

émergents –comme Podemos en Espagne, qui se revendique d'un populisme de gauche– dans la mesure où ils substituent à l'action «éclairée» et souveraine du chef, qui est propre au populisme de droite, des formes autonomes d'action collective émanant de la base. Dans la mesure aussi où à la soi-disant obsolescence du clivage gauche/droite, brandie la plupart du temps pour justifier la «droitisation» de la gauche, on oppose plutôt une compréhension renouvelée de ce clivage, la gauche se différenciant de la droite non pas tant par ses valeurs que par ses pratiques et sa conception du monde et des rapports sociaux. Comme le rappelait Merleau-Ponty: «Tout le monde se bat pour les mêmes valeurs: la liberté, la justice. Ce qui départage, c'est la sorte d'hommes pour qui l'on demande liberté ou justice, avec qui on entend faire société: les esclaves ou les maîtres» (*Signes*, Gallimard, 1960).

Cette reconfiguration de la gauche me semble balisée par trois orientations principales, étroitement reliées les unes aux autres. D'abord, la gauche doit remettre le conflit au centre de l'espace politique, en rompant toute alliance avec l'élite capitaliste globalisée, et s'allier aux évincés et aux dépossédés de la société –incluant les minorités–, portant leur colère légitime tout en les détournant du chant des sirènes fascisantes. Ce parti pris pour les appauvris et les exclus doit soutenir une «radicalisation» de la démocratie, pensée à partir de son fondement –

**Il est tard  
mais c'est notre heure.**

**Il est tard  
mais c'est tout le temps  
dont nous disposons  
pour construire l'avenir.**

**Il est tard  
mais nous sommes  
cette heure tardive**

**Il est tard  
mais c'est l'aube  
si nous tenons bon encore un peu.**



Christian Tiffet, 2018

PEDRO CASALDÁLIGA

le « *demos* », le peuple. « Le véritable antidote au fascisme (qu'il soit un proto-fascisme, un quasi-fascisme ou un fascisme réel) ne peut consister qu'en un projet de gauche réorientant opportunément la colère et les souffrances des dépossédés au profit d'une profonde restructuration sociétale et d'une "révolution" politique démocratique<sup>1</sup>. »

Ensuite, la gauche doit investir le champ du combat idéologique. Elle ne peut plus laisser le champ libre à l'emprise de la conception étriquée du monde véhiculée par la globalisation néolibérale et propagée par une élite affairée à protéger son mode de vie au détriment des écosystèmes et des conditions d'existence de l'humanité, dont elles croient pouvoir s'affranchir – notamment grâce au fantasme technoscientifique transhumaniste. La gauche a trop souvent servi de vernis émancipatoire cautionnant la construction d'un monde adapté à la financiarisation, à la marchandisation et au déploiement de dispositifs technologiques de contrôle et de mainmise sur l'humain et sur la vie – un monde qui les réduit en chiffres, en taux de croissance, en PIB; un monde épuré des liens sociaux, des milieux de vie, de la question du sens, écartés comme non pertinents. La vie quotidienne, le sens du travail, la culture, l'idée de bien commun sont autant d'aspects du réel qui doivent être au centre des préoccupations de la gauche et de son projet de société, comme en fait foi le mouvement convivialiste.

Enfin, la Terre doit devenir un thème central: la condition « terrienne », le souci de la Terre, les liens qui nous unissent à elle. La gauche a trop souvent agi dans le sens de la globalisation capitaliste en s'enfermant dans une logique et une rationalité strictement instrumentales et utilitaires et en professant le paradigme productiviste. Elle doit pouvoir concilier la technologie et l'intelligence de la vie, réorienter l'innovation technologique et l'économie dans le sens du bien être humain et du respect des écosystèmes naturels. Pour cela, elle ne doit pas craindre de puiser aux sources millénaires des sagesses culturelles et religieuses – les spiritualités autochtones notamment.

Les temps que nous vivons sont inquiétants. Mais ils sont aussi porteurs de promesses et de possibles. À nous de les mettre au monde. ☺

1. Nancy Fraser, « Néolibéralisme progressiste contre populisme réactionnaire: un choix qui n'en est pas un », dans H. Geiselberger (dir.), *L'âge de la régression*, Paris, Premier Parallèle, 2007, p. 67.